

Stratégies violentes et non-violentes pour le contrôle de l'espace communautaire républicain de Belfast

Guilhem Marotte¹

Pour la première fois depuis son indépendance, un président de la République d'Irlande, Michael D. Higgins, était en voyage d'État au Royaume-Uni. Ce 8 avril 2014, il était également accompagné par une délégation nord-irlandaise emmenée par le vice-Premier ministre d'Irlande du Nord, Martin McGuinness, ancien commandant en second de l'IRA² à Londonderry/Derry, qui, pour le premier jour de la visite, a porté un toast en l'honneur de la reine. Deux jours plus tard, c'est au tour du maire de Belfast, Máirtín Ó Muilleoir, de rencontrer la reine durant une réception organisée au château de Windsor. Il s'agit d'une première rencontre hautement symbolique pour un maire appartenant au Sinn Féin³.

Trois semaines plus tôt, à Belfast, capitale d'Irlande du Nord, un véhicule blindé de la police était attaqué par des membres d'une petite organisation paramilitaire républicaine se faisant appeler « New IRA ». Durant cette attaque effectuée sur Falls road, le groupe a utilisé pour la première fois un nouveau type d'IED⁴

Herodote, n° 158, La Découverte, 3^e trimestre 2015.

1. Doctorant au Centre de recherches et d'analyses géopolitiques (CRAG), université Paris-VIII.

2. Sauf indication contraire, le nom « IRA » ou Irish Republican Army désigne, dans cet article, l'IRA provisoire. Elle est responsable de l'essentiel des violences commises par les paramilitaires républicains durant les Troubles.

3. *The Belfast Telegraph*, « Belfast's mayor Máirtín Ó Muilleoir "honoured" by invitation to meet Queen at Windsor Castle », 10 avril 2014.

4. IED ou engin explosif improvisé. Durant cette attaque, le groupe a utilisé un *explosively formed projectile* (EFP). Ce type d'explosif a par exemple été utilisé par les insurgés en Irak contre les troupes américaines et permet de percer le blindage de certains véhicules.

déclenché à distance⁵. Quelques jours plus tard, dans New Lodge, autre quartier de Belfast, un homme de 38 ans est blessé par balle à la jambe par des paramilitaires républicains⁶ durant ce que l'on appelle un « *paramilitary punishment shooting* ».

Ces événements s'inscrivent dans le processus de paix nord-irlandais qui commence au début des années 1990 et qui se base sur un accord signé en 1998 et appelé *Belfast Agreement* ou *Good Friday Agreement* (GFA). Il met fin à près de trente années de troubles qui ont fait plus de 3 500 victimes et réorganise les institutions nord-irlandaises avec le rétablissement de l'Assemblée législative et la mise en place d'un système de partage du pouvoir entre nationalistes et unionistes⁷. Le début des années 2000 voit la difficile mise en œuvre du GFA et se caractérise par une période d'instabilité et de recompositions politiques durant laquelle le Sinn Féin et le Democratic Unionist Party (DUP) deviennent progressivement les deux principaux partis politiques nord-irlandais. C'est avec la signature du *St Andrews Agreement* en 2006 et l'élection législative de 2007 que le pouvoir est partagé entre unionistes et nationalistes. Ils forment une coalition dirigée par le DUP et le Sinn Féin, aile politique d'une IRA désormais désarmée, qui est devenue le deuxième parti politique d'Irlande du Nord.

L'Irlande du Nord connaît, depuis l'accord de paix, une période de postconflit armé marqué par une difficile réconciliation entre nationalistes et unionistes. En réalité, le conflit entre les deux communautés n'a pas disparu, mais s'est déplacé sur des sujets plus politiques et identitaires avec, par exemple, la question de la mémoire ou celle du drapeau britannique flottant au-dessus du City Hall de Belfast⁸. Il existe toujours certaines personnes, ou certains groupes qui s'opposent à l'accord de paix de 1998 et toutes les organisations paramilitaires n'ont pas déposé les armes ni renoncé à la violence. Ainsi, de petits groupes

5. BBC News, « Dissident "IRA" claim "no surprise" to security forces », 19 mars 2014.

6. BBC News, « Man shot in the leg in New Lodge area of north Belfast », 28 mars 2014.

7. Pour la majorité des acteurs, le conflit n'est pas religieux, mais lié à des questions touchant à la politique et au nationalisme. Les deux principales idéologies politiques sont d'une part l'unionisme, qui prône le maintien de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni, et d'autre part le nationalisme (irlandais) qui souhaite son rattachement à la République d'Irlande. Les formes les plus radicales et surtout violentes de ces deux courants sont respectivement le loyalisme et le républicanisme. Loyalistes et républicains se retrouvent majoritairement dans la classe populaire/ouvrière. En Irlande du Nord, ces idéologies ont tendance à se superposer aux communautés. Ainsi, les personnes de tradition protestante sont en majorité unionistes/loyalistes alors que celles de tradition catholique sont principalement nationalistes/républicaines.

8. En décembre 2012, la décision de la municipalité de Belfast de retirer le drapeau britannique de l'hôtel de ville au-dessus duquel il flottait sans interruption depuis 1906 a pour conséquence une période de tensions, appelée *Flag Protest*. Ce terme désigne les manifestations loyalistes, parfois violentes, protestant contre la décision de la municipalité de Belfast.

républicains se représentent comme étant toujours en guerre contre les forces de sécurité britanniques et considèrent que l'usage de la force est une stratégie légitime pour parvenir à la création d'une république irlandaise incluant l'Irlande du Nord. Ils sont généralement issus de l'IRA et de sa branche politique, le Sinn Féin. Ce dernier a, quant à lui, choisi de supporter le processus de paix afin de parvenir à la réunification de l'Irlande par des moyens démocratiques et non-violents. Cet article se propose donc d'étudier, dans un contexte de processus de paix et de pacification de la société nord-irlandaise, deux stratégies opposées mises en œuvre par des acteurs issus du même milieu républicain et qui ont, *in fine*, un objectif politique identique.

La violence comme stratégie de contre-normalisation et de contrôle territorial

Ceux qui s'opposent au processus de paix

Les républicains qui s'opposent au processus de paix et au traité signé en 1998 sont généralement désignés comme étant des « dissidents républicains⁹ ». La plupart ne sont ni violents, ni des militants impliqués dans une organisation. Ils ne prennent pas part aux marches, meetings, commémorations ou autres activités politiques républicaines et la principale manière d'affirmer leur opposition s'exprime lors des élections en votant pour un candidat anti-GFA si l'occasion se présente. Selon eux, le GFA est synonyme d'abandon du projet politique républicain et le Sinn Féin, acteur important du processus de paix, reconnaîtrait, avec le traité de 1998 et sa participation au gouvernement nord-irlandais, la souveraineté du Royaume-Uni sur l'Irlande du Nord. D'autres encore doutent de la capacité du Sinn Féin à parvenir à la création d'une République irlandaise en suivant une politique uniquement constitutionnaliste. L'évolution idéologique et le processus politique entrepris par le Sinn Féin s'éloignent ainsi à la fois de l'idéologie et de la stratégie historique du mouvement républicain [Patterson, 2011]. Cette question de fidélité aux principes traditionnels républicains est fondamentale pour comprendre pourquoi les organisations républicaines se divisent. Les opposants au GFA sont minoritaires parmi les républicains. Par exemple, Tommy McKearney, ancien prisonnier de l'IRA, estime qu'environ 15 % à 20 % des républicains s'opposent

9. L'utilisation de ce terme est sujette à discussion. En effet, ces opposants refusent l'appellation de « dissident » et se représentent comme de véritables républicains. Néanmoins, l'immense majorité des acteurs nord-irlandais utilise ce terme pour les désigner.

à la stratégie du Sinn Féin. Néanmoins, cette estimation est très large puisqu'elle prend aussi bien en compte les membres de groupes paramilitaires susceptibles d'utiliser la violence que des républicains critiquant certains points de l'accord de paix.

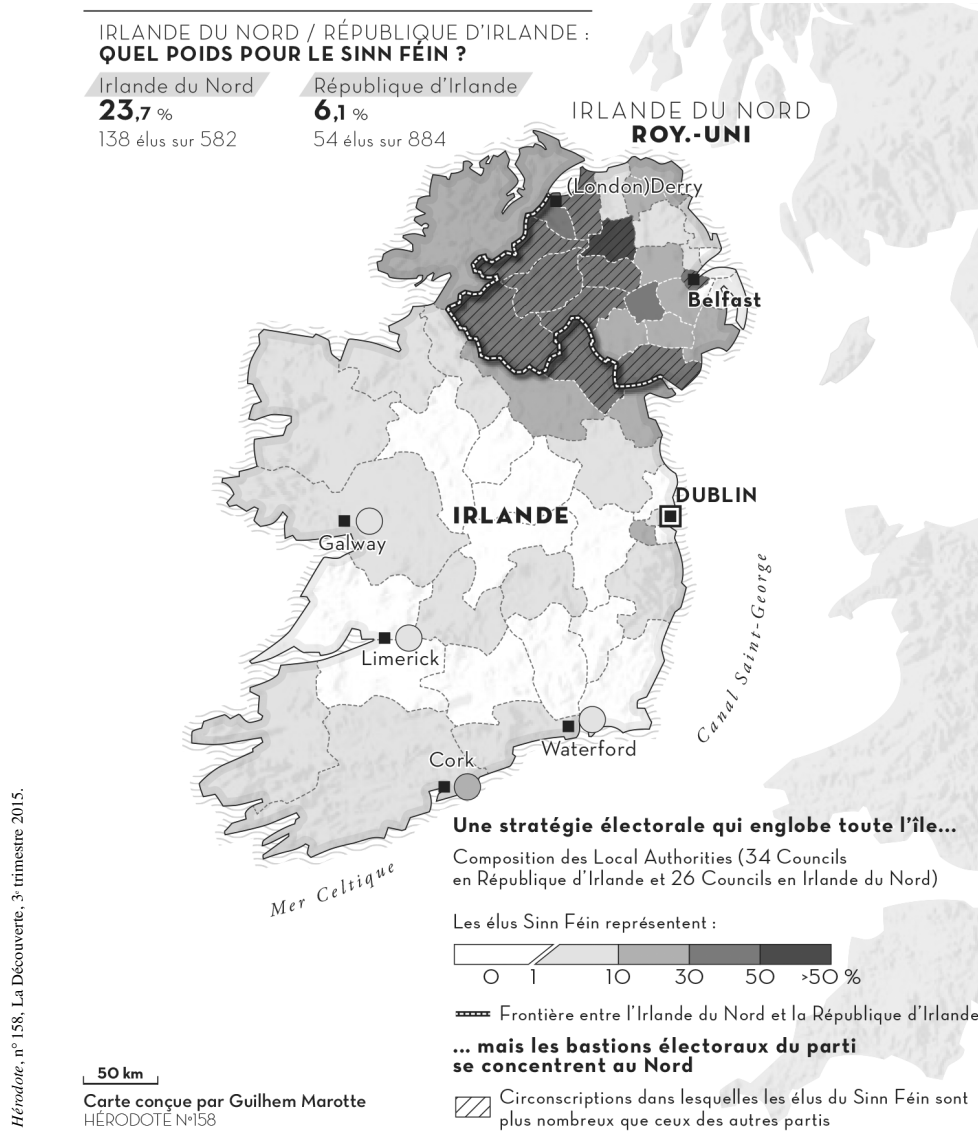
Il existe en Irlande quatre ou cinq groupes républicains principaux s'opposant au traité de paix. Ainsi, Éirígí se place relativement à gauche de l'échiquier politique, avec pour objectif la formation d'une république irlandaise socialiste. Republican Network for Unity (RNU) est également considéré comme ayant une vision politique de gauche. Le Republican Sinn Féin (RSF) est, quant à lui, perçu comme traditionaliste avec une vision très orthodoxe de ce que doit être le républicanisme. Enfin, les 1916 Societies rassemblent des associations n'acceptant pas la situation créée par l'accord de 1998. Celles-ci réfléchissent à l'élaboration d'un programme politique *via* l'organisation de meetings ou de groupes de réflexion. On y trouve ainsi des personnes avec des opinions allant du conservatisme au marxisme. La question de l'utilisation de la violence divise ces organisations. Certaines pensent par exemple que la violence a été légitime durant les Troubles, mais que désormais elle ne l'est plus. Par conséquent, les républicains doivent y renoncer.

En revanche, d'autres groupes gardent un lien avec une organisation paramilitaire qui considère que la lutte armée reste une stratégie légitime pouvant être victorieuse. Trois principales organisations paramilitaires républicaines poursuivent la lutte armée. Ainsi, Continuity IRA est créée en 1986 lorsque Ruairí Ó Bradaigh et Daithí Ó Conaill (membres fondateurs de l'IRA) s'opposent à la décision prise par le Sinn Féin et l'IRA de siéger au Dail (parlement irlandais). Le Republican Sinn Féin (RSF) en est l'aile politique. Un autre groupe important est constitué de la Real IRA (RIRA) et de sa branche politique, le 32 County Sovereignty Movement (32CSM). Il apparaît en 1997 lorsque des membres du Sinn Féin et de l'IRA comme Michael McKevitt ou encore Seamus McGrane et Liam Campbell s'opposent à la décision du mouvement républicain de participer au processus de paix. L'organisation fusionne en 2012 avec un autre groupe paramilitaire, Republican Action Against Drugs¹⁰ (RAAD), afin de former la New IRA. Enfin, la dernière organisation importante est appelée Óglaigh na héireann (ONH)¹¹. Elle est issue d'une scission au sein de la Real IRA en 2002.

10. Petit groupe créé entre 2008 et 2009 et basé dans la région de Derry/Londonderry et Strabane. Ses membres sont fortement impliqués dans la mise en place d'un système de justice alternatif et ciblent particulièrement le trafic de drogue et les groupes de jeunes engagés dans des activités perçues comme étant antisociales.

11. Il existe des débats en Irlande du Nord pour déterminer si Republican Network for Unity (RNU) est lié à l'ONH.

CARTE 1. – INCIDENTS VIOLENTS LIÉS AUX PARAMILITAIRES RÉPUBLICAINS EN IRLANDE DU NORD



Il est extrêmement difficile d'évaluer le nombre de républicains présents dans ces organisations paramilitaires ou susceptibles d'être impliqués dans des actions violentes. Selon Tommy McKearney, ces derniers ne représenteraient que 1 % à 2 % des membres de la communauté républicaine. D'autres estimations parlent de 300 à 600 sympathisants¹². Enfin, certaines études évaluent à un peu plus de 10 % le soutien que possèdent ces groupes dans la population catholique nord-irlandaise [Tonge, 2012].

Violences paramilitaires républicaines en Irlande du Nord

Le niveau de violence en Irlande du Nord a très fortement diminué depuis le processus de paix. Mais, dans le même temps, la menace que représentent les groupes paramilitaires républicains opposés au GFA n'a jamais été aussi forte depuis la signature du *Belfast Agreement* et l'attentat d'Omagh. Dans cet article, l'étude de la violence (et de son abandon) orchestrée par ces groupes s'effectue notamment à travers la création par l'auteur de plusieurs bases de données permettant de mesurer leur activité dans le temps et, surtout, de localiser précisément leurs actions violentes. Elle est complétée par des entretiens effectués avec d'anciens prisonniers républicains, des travailleurs communautaires, des journalistes ainsi que des activistes et des élus du Sinn Féin.

L'objectif de ces groupes paramilitaires est de multiplier les actions perturbant la normalisation de la société nord-irlandaise. La violence fait ici figure de stratégie de contre-normalisation et permet de rappeler que la question de l'Irlande du Nord n'est en aucun cas réglée [Tonge, 2012]. La violence orchestrée par les groupes paramilitaires républicains prend plusieurs formes, dont la plus spectaculaire est sans aucun doute l'attentat avec un engin explosif (IED) ou incendiaire. Ces organisations lancent également des attaques à l'aide de mortiers improvisés, de grenades, de lance-roquettes et d'armes à feu. Il existe par ailleurs d'autres formes de violences beaucoup moins meurtrières comme les émeutes, les vols à main armée, les intimidations et les extorsions. Enfin, les groupes paramilitaires anti-GFA lancent de nombreuses alertes à la bombe dont l'objectif est de saturer le plus possible les capacités des forces de sécurité britanniques [Horgan, 2013].

Ces violences sont sporadiques lorsqu'on les compare aux campagnes d'attentats effectuées par l'IRA durant les Troubles, car ces groupes n'ont pas la capacité de soutenir leurs attaques dans le temps et dans l'espace. Depuis 2008-2009, on observe néanmoins une augmentation des violences, liée à la fin de la

12. *The Irish Times*, « Dissident paramilitaries see numbers rise to more than 600 », 25 octobre 2010.

transformation du Sinn Féin et de l'IRA (désarmement, participation au pouvoir...) [Horgan, 2013]. Les derniers républicains déçus par cette évolution rejoignent alors les organisations anti-GFA et renforcent ainsi leurs capacités opérationnelles. Les groupes armés républicains ne se limitent pas seulement à l'Irlande du Nord et leur présence ainsi que leurs actions s'effectuent dans toute l'Irlande. Mais c'est dans le nord de l'île, composée de l'Irlande du Nord et de la région frontalière de la République d'Irlande, qu'ont lieu l'immense majorité des violences. Le Sud sert principalement de base de soutien aux opérations menées au Nord. On y trouve ainsi des ateliers de fabrication de bombes, ou encore des camps d'entraînement.

Les groupes républicains violents cherchent à cibler les forces de sécurité britanniques comme la police ou les militaires et, d'une manière générale, toute personne et toute institution représentant les fonctions régaliennes de l'État britannique. En 2009, deux soldats et un policier sont assassinés dans deux opérations différentes menées respectivement par la Real IRA et par Continuity IRA¹³. Trois ans plus tard, c'est au tour d'un gardien de prison d'être tué par la New IRA alors qu'il se rendait à son travail¹⁴. D'autres cibles sont dites « économiques ». Elles incluent des magasins accusés par les groupes violents républicains de collaborer avec les forces de sécurité, et des banques qui représenteraient les « intérêts capitalistes et impérialistes britanniques en Irlande¹⁵ ». La violence est également tournée spécifiquement vers des membres de la communauté nationaliste. Par exemple, certains élus du Sinn Féin reçoivent des menaces de mort, d'autres ont été agressés et des locaux du parti ont été détruits dans des incendies criminels. D'une manière générale, les groupes républicains violents cherchent à intimider les membres de la communauté nationaliste siégeant dans des institutions comme les Policing and Community Safety Partnerships (PCSP) servant entre autres à améliorer les relations entre les communautés locales et la police.

Enfin, les groupes paramilitaires républicains exercent une partie de leur violence contre les membres de leur communauté ayant des comportements jugés antisociaux. Cette forme de violence particulière s'exprime dans la mise en place d'un système de justice alternatif. Celui-ci trouve son origine dans le manque de légitimité de la police auprès de la population vivant dans les quartiers ouvriers catholiques/nationalistes, et dans une moindre mesure dans les quartiers ouvriers protestants/loyalistes. Dès le début des Troubles, les groupes paramilitaires vont ainsi tenter de se substituer à la police, perçue par une partie de la population comme étant incapable de répondre efficacement aux problèmes de criminalité

13. BBC News, « Timeline of dissident republican activity », 6 mai 2015.

14. *The Guardian*, « David Black: "new IRA" group claims it murdered prison officer », 12 novembre 2012.

15. *The Guardian*, « Real IRA says it will target UK Bankers », 14 septembre 2010.

[Monaghan et McLaughlin, 2006]. Le système de justice alternatif, parallèle aux institutions britanniques, peut être, selon les groupes qui le mettent en œuvre, relativement organisé, avec des structures et du personnel dédiés, des procédures qui mènent à une sentence et son application sous forme de châtiments [Silke, 2000].

Les sanctions prononcées sont en théorie graduelles. Il y a d'abord les avertissements, les menaces ainsi que les humiliations publiques. Si cela ne suffit pas, les victimes peuvent être forcées à l'exil, être passées à tabac (*punishment beating*) ou blessées par une arme à feu lorsqu'une ou plusieurs balles sont tirées dans les membres (*punishment shooting*) des victimes. La forme la plus extrême des sanctions est l'exécution [Silke, 2000]. Cette forme de « justice » peut se montrer extrêmement brutale. Les passages à tabac peuvent être effectués à l'aide de barres de fer, de battes de baseball, de clubs de golf, ou encore de marteaux. Les coups sont portés directement sur les os afin de les briser et causer de multiples fractures. Recevoir plusieurs balles dans les jambes peut laisser des séquelles à vie et une amputation est parfois nécessaire.

Contrairement au système judiciaire britannique, l'absence de procédure légale, de vérification systématique des preuves et d'un système qui permettrait à l'accusé de véritablement se défendre, rend la « justice » paramilitaire particulièrement arbitraire¹⁶ [Knox, 2002]. Historiquement, le système de justice alternatif sanctionne deux types de comportement. D'une part, ceux qui portent atteinte au groupe paramilitaire, comme la collaboration et la fraternisation avec l'ennemi, l'espionnage ou encore des violences commises envers des membres de l'organisation paramilitaire. D'autre part, il sanctionne également les comportements perçus par la population locale comme antisociaux. Il est difficile de définir précisément ce qu'est un comportement antisocial, car il s'agit d'un concept extrêmement subjectif qui varie en fonction des personnes, du contexte, de la localisation, ou encore de la tolérance d'une communauté. Il englobe différentes catégories de comportements, allant de la simple nuisance (bruits, poubelles renversées, insultes...) à des crimes plus graves comme les vols, le *joyriding*¹⁷, les agressions ou encore la consommation de drogue. La consommation et le trafic de drogue sont des questions auxquelles les groupes paramilitaires républicains sont particulièrement sensibles. Par exemple, Republican Action Against Drugs

16. Il est arrivé que les groupes chargés de la punition se trompent de lieu et de personne. Ils sont quelquefois mal informés, parfois à dessein par des personnes qui profitent de ces groupes paramilitaires pour régler, de manière brutale, leurs différends personnels.

17. Ce terme fait référence aux rodéos automobiles effectués par des jeunes. Ils volent un véhicule et font la course dans le quartier. Le véhicule peut finir embouti dans un mur ou dans un fossé et le *joyriding* est responsable d'accidents tragiques, qu'il s'agisse des conducteurs ou de simples passants.

(RAAD) a été créé à Londonderry/Derry en 2008 avec pour objectif de cibler les dealers et les consommateurs de drogue dans la ville.

Une des formes les plus violentes de sanction est sans aucun doute le *paramilitary punishment shootings*, ou PPS. La victime est contrainte de s'allonger sur le sol et un paramilitaire lui tire alors une ou plusieurs balles dans les membres (chevilles, genoux, mollets, cuisses...). À cause de son caractère extrêmement violent, les PPS ont plus de probabilité de se retrouver dans la presse que d'autres formes de sanctions et il est donc possible d'étudier et de mesurer leur évolution dans le temps et dans l'espace. En Irlande du Nord, les victimes des PPS sont toutes des (jeunes) hommes. En règle générale, les groupes paramilitaires préfèrent recourir à l'exil quand il s'agit de femmes même s'il y a eu, dans le passé, des cas où ces dernières ont été passées à tabac, humiliées publiquement ou ont subi un PPS. Les PPS s'effectuent généralement de nuit, au domicile de la victime lorsque les membres du groupe paramilitaire parviennent à forcer l'entrée, dans l'espace public (ruelle, parc), à la suite d'un enlèvement ou encore sur rendez-vous [base de données auteur].

En Irlande du Nord, l'augmentation des PPS de 2007 à 2009 correspond à la montée en puissance de ces groupes violents républicains¹⁸. En effet, avant 2005, l'IRA qui n'est pas désarmée est responsable de l'immense majorité des PPS effectués par les groupes paramilitaires républicains. Les années 2003-2009 constituent une période de transition du fait du désarmement de l'IRA et de la stratégie choisie par le Sinn Féin (reconnaissance des institutions policières et judiciaires britanniques et participation du parti au pouvoir en 2007). Désormais, ce sont les groupes républicains opposés au traité de paix qui s'impliquent dans la mise en place d'une forme de justice parallèle et remplacent l'IRA.

Stratégie violente de contre-normalisation et contrôle du territoire communautaire

Pourquoi est-ce que les groupes violents républicains remplacent l'IRA lorsque cette dernière désarme et abandonne le système de justice alternatif?

Une des premières réponses souvent avancées est que la mise en place d'un système de justice parallèle est un moyen pour l'organisation paramilitaire de contrôler la population locale par l'intimidation et la violence. Néanmoins, cette explication ne permet pas de décrire l'ensemble des relations complexes

18. Les groupes paramilitaires loyalistes ont aussi beaucoup utilisé les PPS, notamment au début des années 2000 lors d'une période de tensions entre les différents groupes loyalistes. Néanmoins, depuis 2007 et le désarmement des principales organisations paramilitaires loyalistes en 2010, les PPS sont quasiment exclusivement le fait de groupes républicains.

HÉRODOTE

qu'entretiennent les organisations paramilitaires avec leur communauté et qui s'expriment à travers un large éventail de sentiments allant de la peur à l'approbation. Les PPS, et par extension le système de justice alternatif, servent pour ces groupes paramilitaires à bâtir une forme de soutien au sein de leur communauté. Grâce à des actions violentes et rapides, tournées vers une catégorie spécifique de la population (individus portant atteinte à la communauté par leur comportement ou s'opposant au groupe paramilitaire), l'organisation espère gagner le soutien silencieux et tacite d'une partie des habitants locaux qui a l'impression que « quelque chose est fait contre la criminalité ». Fort de cette légitimité, le groupe paramilitaire peut ainsi opérer dans un territoire, un quartier un peu plus protégé, d'où il peut lancer des opérations armées contre les forces de sécurité britanniques. Une tactique utilisée par les groupes paramilitaires républicains opposés au traité de paix consiste à monter une embuscade. Ainsi, ils appellent la police en lui demandant de venir régler un problème (vol, fenêtre brisée, présence d'un engin explosif suspect...). Une fois sur place, les policiers sont pris en embuscade par les membres du groupe paramilitaire. Le policier catholique Stephen Carroll est abattu de cette manière le 9 mars 2009 par Continuity IRA alors qu'il répondait à une urgence dans le quartier de Lismore Manor à Craigavon.

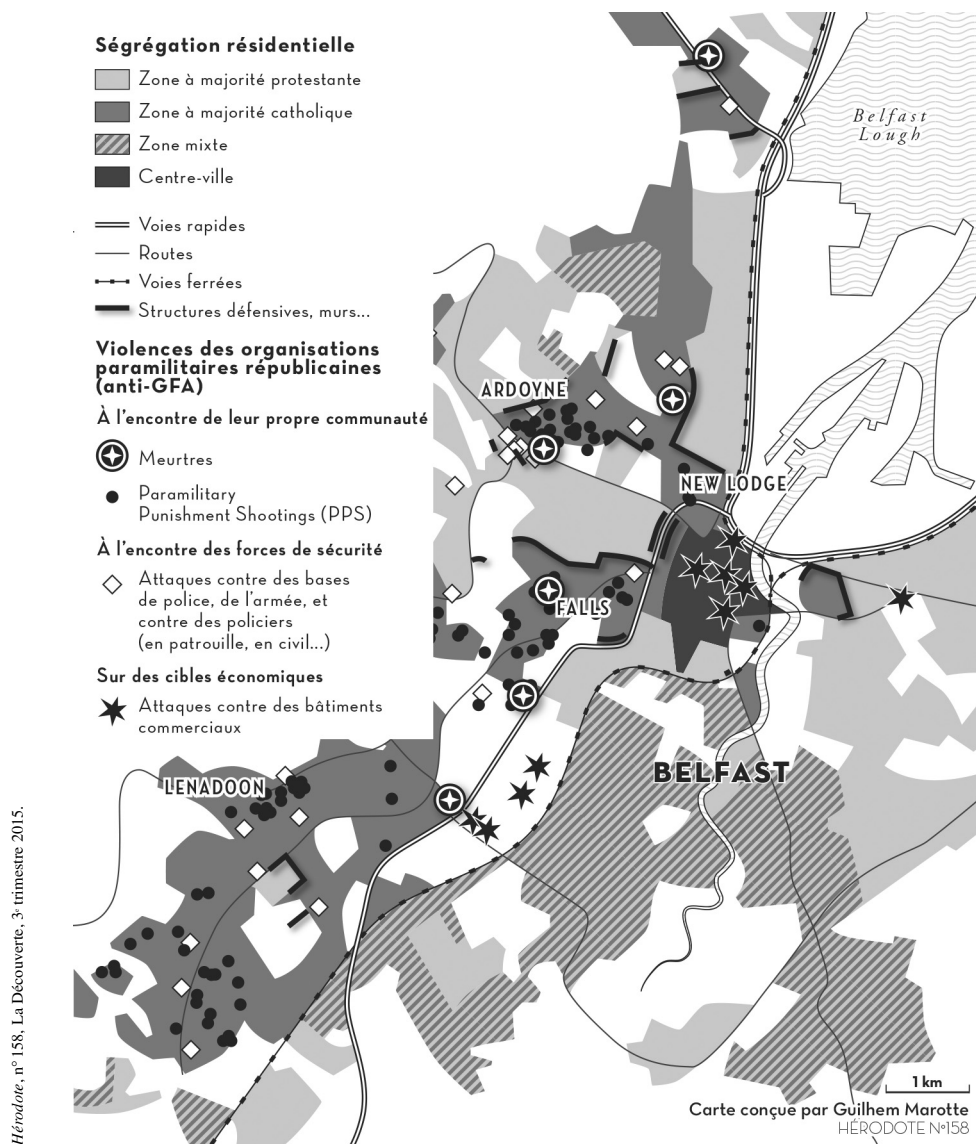
Afin de se protéger et lutter contre les groupes violents, la police intervient parfois de manière brutale dans ces quartiers, arrête les véhicules et les individus, fouille les maisons... ce qui provoque un certain ressentiment dans la population et renforce le discours des opposants au traité de paix qui décrivent la police comme une force d'occupation et d'oppression. En remplaçant rapidement l'IRA dans la mise en place d'un système de justice alternatif, ces groupes violents espèrent ainsi créer un terrain de plus en plus propice aux activités de l'organisation. Par exemple, les écoutes réalisées à Newry en novembre 2014 par le MI5 révèlent que Continuity IRA cherchait activement à cibler les dealers de drogue et à augmenter sa légitimité auprès de la population locale¹⁹.

Cependant, cette stratégie se heurte à toute une série de problèmes. À Belfast par exemple, les PPS se concentrent dans des quartiers populaires/ouvriers à majorité catholique de l'ouest et du nord de la ville. Ce sont, comme le quartier d'Ardoyne, d'anciens bastions de l'IRA en grande difficulté socioéconomique. Toutefois, d'autres quartiers comme celui de New Lodge présentent les mêmes caractéristiques, et pourtant les PPS y sont moins fréquents [base de données auteur]. La concentration de PPS dans un quartier est le signe de la présence, à cet endroit particulier, d'un petit noyau de militants dissidents républicains ayant à la fois la volonté et la capacité d'utiliser la violence. Ces organisations paramilitaires

19. *The Belfast Telegraph*, « "Continuity IRA disputes" revealed », 19 novembre 2014.

STRATÉGIES VIOLENTES ET NON-VIOLENTES POUR LE CONTRÔLE DE L'ESPACE...

CARTE 2. – VIOLENCES PARAMILITAIRES RÉPUBLICAINES (ANTI-GFA)
À BELFAST ENTRE 2006 ET 2014



sont donc de petits groupes relativement fragmentés, décentralisés et régionalisés qui, parfois, collaborent entre eux. Ce phénomène de fragmentation dans l'espace est accentué par le fait que ces organisations paramilitaires républicaines ont également une tendance historique à se diviser [Morrison, 2011]. À Belfast, la présence ou l'absence de PPS est aussi un indicateur du rapport de force entre les groupes paramilitaires républicains opposés au processus de paix et le Sinn Féin. Ainsi, à Ardoyne, le soutien de la population locale aux groupes républicains dissidents est plus important que dans d'autres quartiers de la ville, ce qui favorise les tensions entre les partisans du Sinn Féin et ceux qui soutiennent les organisations paramilitaires républicaines. Enfin, la présence du Sinn Féin et son travail dans les communautés républicaines limitent également l'influence des républicains s'opposant au processus de paix. Par exemple, le Sinn Féin siège depuis 2008 dans les District Policing Partnerships, devenus Policing and Community Safety Partnerships (PCSP) en 2011 et dont l'un des objectifs est d'améliorer les relations entre la police et les habitants locaux. Un autre exemple peut être trouvé dans la promotion par le parti des programmes communautaires de justice réparatrice. Ces derniers, comme Community Restorative Justice Ireland (CRJI), sont créés par d'anciens prisonniers républicains, des universitaires et des travailleurs sociaux à la fin des années 1990 afin de proposer une alternative communautaire non-violente à la « justice » paramilitaire républicaine.

L'accession au pouvoir grâce à une stratégie électorale basée sur l'abandon de la violence et l'encadrement communautaire

La transformation du Sinn Féin et l'abandon de la violence

La fin des années 1980 et le début des années 1990 correspondent, pour le Sinn Féin, à une période de mutation idéologique. Jusqu'alors, l'idéologie du parti reposait sur un certain nombre de représentations historiques permettant de légitimer une lutte armée. Désormais une partie de ces dirigeants pense que la lutte armée est dans une impasse : l'IRA est très fortement infiltrée par les services de sécurité et est incapable de battre militairement l'armée britannique, la population nationaliste tolère de moins en moins les actions violentes de l'IRA... Le Sinn Féin se transforme alors en un véritable parti politique, légitimant ses objectifs à travers l'approbation que confère un système démocratique [Tonge, 2012]. En 1994 débute un premier cessez-le-feu déclaré par l'IRA, rompu en 1996 puis réinstauré en 1997. Cette période de négociation aboutit à la signature en 1998 du *Belfast Agreement* ou *Good Friday Agreement* (GFA). Ce traité de paix est très largement approuvé par la population d'Irlande du Nord et de la République

d'Irlande lors de deux référendums. La légitimité du Sinn Féin et de ses objectifs politiques se trouve renforcée par des succès électoraux. C'est désormais un parti qui cherche à gouverner et dont les élus siègent au sein de différentes institutions créées par le processus de paix tout en collaborant avec les représentants des autres partis politiques. Enfin, son agenda politique est dorénavant davantage tourné vers la défense des droits des minorités et la promotion de l'égalité (*Ireland of Equal*) que sur les questions de souveraineté nationale [Maillot, 2005 ; Bean, 2007]. En 2003, le Sinn Féin devient pour la première fois le parti majoritaire dans la communauté nationaliste devant le Social Democratic and Labour Party (SDLP).

La période comprise entre 1998 et 2007 est une période d'instabilité et de recomposition du paysage politique nord-irlandais durant laquelle les institutions issues du traité de paix sont difficilement mises en place. Une partie de cette difficulté vient du long processus de désarmement de l'IRA qui est une question extrêmement sensible pour les nationalistes et les unionistes. Pour ces derniers, l'entrée d'un parti lié à un groupe paramilitaire dans un gouvernement de partage du pouvoir ne peut s'effectuer qu'après le désarmement de l'IRA. Pour le Sinn Féin, le processus de désarmement est un long processus graduel concomitant à son entrée dans les institutions nord-irlandaises. Enfin, si l'IRA n'est plus impliquée dans des affrontements avec les forces de sécurité britanniques ou les paramilitaires loyalistes, elle n'a pas pour autant abandonné la violence qui, jusqu'en 2005, est tournée vers sa communauté, principalement dans le maintien du système de justice alternatif et contre des petits groupes républicains violemment opposés au processus de paix. La violence de l'IRA envers ces opposants républicains avait deux principaux objectifs : limiter fortement l'influence des groupes paramilitaires républicains violents et protéger l'IRA lorsque cette dernière était en cours de démantèlement. La violence orchestrée par l'IRA s'arrête avec le désarmement complet de l'organisation en 2005²⁰. En 2006, le Sinn Féin reconnaît la légitimité de la police et de la justice nord-irlandaises. Cette décision lui permet de trouver un accord avec le DUP, de signer le *St Andrew Agreement* et de participer en tant que deuxième force politique d'Irlande du Nord à la création du gouvernement de partage du pouvoir (2007). Le processus de paix permet donc au Sinn Féin d'augmenter considérablement son niveau de soutien de la part de la population nord-irlandaise.

Le Sinn Féin est le seul parti politique irlandais à remporter des élections à la fois en Irlande du Nord et en République d'Irlande, ce qui l'oblige à articuler

20. Le désarmement s'effectue en plusieurs étapes (octobre 2001, avril 2002, octobre 2003 et enfin septembre 2005). Il est vérifié par l'Independent International Commission on Decommissioning (IICD).

CARTE 3. – LES GROUPES PARAMILITAIRES RÉPUBLICAINS EN IRLANDE :
UNE STRATÉGIE QUI ENGLOBE TOUTE L'ÎLE

Le sud de l'île sert principalement de base de soutien...

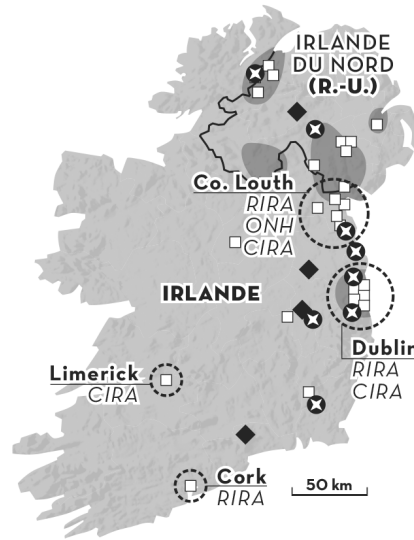
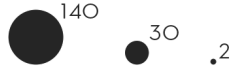
- ◆ Camps d'entraînement
- ⊗ Importantes caches d'armes
- Ateliers de fabrication de bombes

... aux opérations menées dans le nord...

- Frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande
- Principales zones de violence dans l'île

Attaques visant les forces de sécurité britanniques et des cibles économiques en Irlande du Nord (par arme à feu, IED, engins incendiaires...)

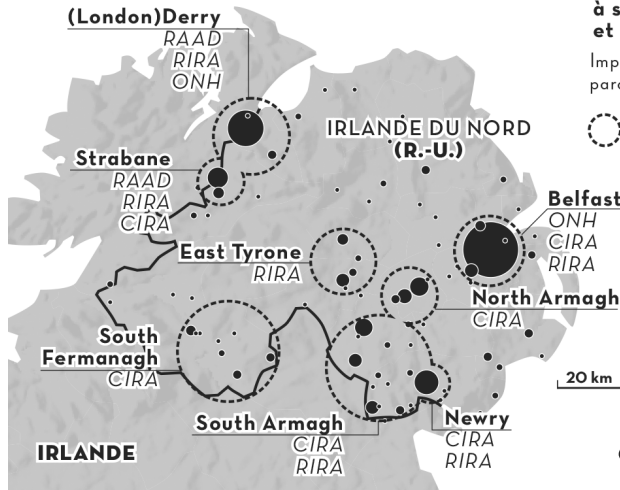
Nombre d'incidents violents



... par des petites organisations paramilitaires qui ont tendance à se fragmenter dans le temps et dans l'espace.

Importants bastions paramilitaires républicains

- Cork
- Nom de la ville/région
- RIRA
- Principale organisation paramilitaire présente



Cartes conçues par Guilhem Marotte
HÉRODOTE N°158

Hérodote, n° 158, La Découverte, 3^e trimestre 2015.

deux programmes relativement distincts [Feeney, 2003]. En Irlande du Nord, il se concentre sur la question de l'unité irlandaise, des droits de l'homme et des injustices liées à la présence britannique. En République d'Irlande, le parti est moins important. Il se présente comme un parti de gauche radical avec un programme centré sur les problèmes sociaux et économiques [Feeney, 2003 ; Doyle, 2008]. Néanmoins, avec la crise économique, son statut de parti antisystème lui permet d'améliorer considérablement ses résultats électoraux.

L'implication du Sinn Féin dans sa communauté

En Irlande du Nord, le succès électoral du Sinn Féin résulte de l'abandon de la violence, mais aussi de son organisation et de ses structures locales particulièrement efficaces. Le Sinn Féin se perçoit comme une organisation de militants locaux, regroupés dans des *cumann*²¹ qui représentent la base et le cœur du parti. Chaque échelon de l'organisation envoie des représentants qui forment l'échelon supérieur, et ce jusqu'au niveau national. C'est l'organe législatif du parti (la conférence nationale des délégués ou *Ard fheis*) qui, en dernier, décide de l'orientation politique du Sinn Féin. Néanmoins, un petit nombre de personnalités exercent une influence extrêmement importante sur le parti et les décisions qui sont prises [Walsh et O'Malley, 2012].

Le succès électoral du Sinn Féin est aussi lié à la très importante implication des membres du parti dans les communautés nationalistes. Historiquement, le mouvement républicain a contribué à développer des structures d'entraide communautaires afin de répondre au manque de services de l'État dans les quartiers nationalistes des grandes agglomérations nord-irlandaises [Cassidy, 2005]. Par exemple, les Sinn Féin Advice Centres²² deviennent des lieux où les habitants peuvent venir déposer une plainte auprès du Sinn Féin (le système de justice alternatif de l'IRA est basé autour de ces centres) ou demander de l'aide pour des problèmes très divers (dispute de voisinage, aide juridique, problème d'humidité dans un appartement, assistance pour des problèmes liés à la sécurité sociale, l'emploi, le logement...) [Bean, 2007]. Par ailleurs, les activistes du Sinn Féin s'investissent fortement dans de nombreuses associations communautaires qui

21. Le terme *cumann* (pluriel *cumann*) ou « association » est utilisé par le Sinn Féin pour désigner ses différentes branches locales. Celles-ci représentent, à l'échelle du quartier, la plus petite structure territoriale du parti.

22. Entre 1974 et 1975, la création des Truces Incident Centres permet de contrôler le cessez-le-feu dans les quartiers républicains entre l'IRA et l'armée britannique. Malgré la reprise des violences et des coûts d'entretien élevé, le Sinn Féin maintient ces centres, désormais appelés Sinn Féin Advice Centres.

HÉRODOTE

proposent des activités culturelles, de loisir, des cours de gaélique irlandais, des clubs sportifs, des clubs d'histoire ou encore des associations de résidents locaux qui se réunissent pour protester contre l'état de leur logement... Si, à l'origine, ces centres sociaux sont créés par des volontaires de ces quartiers, ils deviennent, avec le processus de paix, financés d'une manière beaucoup plus conséquente avec de l'argent public [Cassidy, 2005].

Certains anciens prisonniers de l'IRA sont également actifs dans leur communauté, que ce soit par leur implication dans une association locale ou parce qu'ils travaillent pour le Sinn Féin. Ils représentent pour une partie de la population des figures légitimes et écoutées. Ainsi, lorsque la police ne parvient pas à gérer les violences aux zones de contact entre républicains et loyalistes, elle fait appel aux anciens combattants travaillant dans ces communautés, afin que ces derniers viennent l'aider à réduire les tensions. Près de vingt ans après le premier cessez-le-feu, des anciennes figures importantes de l'IRA continuent de rencontrer de manière régulière le commandement des organisations paramilitaires loyalistes, afin de réduire les tensions et les violences intercommunautaires. Ces rencontres ont aidé, dès la fin des années 1990, à l'émergence d'un réseau de téléphones portables distribués aux travailleurs communautaires et anciens combattants présents dans les quartiers républicains ou loyalistes où les violences intercommunautaires étaient susceptibles de se produire [Clubb, 2014].

Les anciens prisonniers ainsi que les travailleurs communautaires, activistes ou simples sympathisants Sinn Féin, aident à articuler, organiser et renforcer l'idéologie républicaine au niveau local [Cassidy, 2005]. Ils servent à renforcer le sentiment d'appartenance communautaire et permettent l'organisation de plateformes de mobilisation et de revendication de droits politiques, économiques et sociaux. Ces réseaux de sympathisants forment une sorte de pouvoir politique et social dans ces communautés ouvrières/populaires républicaines [Bean, 2007].

Influence communautaire et succès électoraux

La stratégie du Sinn Féin insiste sur la nature transitionnelle des institutions issue du traité de paix de 1998. Si le parti compte sur la croissance démographique et la « nationalisation de l'Irlande du Nord », il cherche également à construire une Irlande unie à travers le développement d'institutions présentes dans toute l'île et sa prise de pouvoir progressive en Irlande du Nord et en République d'Irlande [Maillot, 2005]. Cette recherche du pouvoir politique se construit à travers les succès électoraux du Sinn Féin, permettant ainsi au parti de grossir et de gagner en influence. Et cette stratégie consistant à créer un cercle vertueux de développement démarre au niveau local, dans les communautés républicaines.

En effet, la présence importante de militants du Sinn Féin (ou de simples sympathisants) et d'ancien prisonnier de l'IRA dans de nombreuses associations, groupes et centres sociaux permet à ces travailleurs communautaires d'être au courant des besoins des habitants locaux. Ils jouent alors deux principaux rôles. D'une part, ils sont le lien entre la communauté et les services de l'État. Leur travail aide au rétablissement et au bon fonctionnement des services étatiques dans les communautés [Bean, 2007] et, par extension, participe au processus de normalisation de la société nord-irlandaise. D'autre part, ils sont également le lien entre le Sinn Féin et sa communauté [Cassidy, 2005]. Ces échanges permettent également aux élus de se faire une idée de ce que pensent les militants du parti et quels compromis politiques ils sont capables de soutenir, tout en permettant d'expliquer la stratégie qu'ils comptent mettre en œuvre. Une fois que les difficultés rencontrées par les habitants sont transmises à la structure du Sinn Féin, des discussions s'engagent avec les élus du parti des conseils municipaux et de l'Assemblée législative afin de trouver des solutions permettant de répondre aux besoins des communautés locales. À Belfast, des groupes de travail organisés par territoires œuvrent en amont afin de fournir des dossiers et des propositions à l'équipe du conseil municipal. Cette équipe définit des priorités et une stratégie pour voir quelles ressources du conseil peuvent être utilisées et si le parti a la capacité de faire passer telle ou telle décision. Ce système permet au Sinn Féin de présenter un bilan devant ses électeurs qui se sentent soutenus et voient, de manière concrète, les sympathisants, les militants et les élus du parti travailler dans et pour les communautés locales [Tonge, 2006]. Il gagne ainsi une influence dans sa communauté qui en période électorale se mobilisera plus facilement pour lui. Par ailleurs, en délivrant le même message que le parti à travers leurs activités communautaires, les travailleurs sociaux (activistes, sympathisants Sinn Féin et anciens prisonniers) renforcent localement l'influence du Sinn Féin dans le quartier. Enfin, les réseaux communautaires du Sinn Féin lui ont permis et lui permettent toujours de limiter de manière non-violente l'influence des organisations ou des individus s'opposant ouvertement à la stratégie du parti.

La stratégie du Sinn Féin est donc basée sur un développement électoral lié au travail et à l'influence que possède le parti au niveau local, dans les communautés républicaines d'Irlande du Nord. Mais cette stratégie connaît certaines limites, notamment lorsque la stratégie nationale promue par le parti est en contradiction avec les besoins des locaux, comme le montre l'exemple de la rénovation du stade de Casement Park à Belfast. Ici, l'hostilité développée par une partie de la population envers le Sinn Féin ne repose pas sur des différends idéologiques ou politiques, mais sur la gestion d'une question d'aménagement local. D'autre part, si la population de ces quartiers ouvriers soutient massivement le Sinn Féin, il n'en est pas pour autant exclusif. Ainsi, le SDLP n'a pas disparu et reste un acteur

HÉRODOTE

politique relativement important en Irlande du Nord²³, tandis que d'autres acteurs politiques comme Éirígí ou People Before Profit Alliance (PBPA)²⁴ apparaissent. Enfin, l'image du Sinn Féin reste associée à celle (négative) de l'IRA, particulièrement dans les classes moyennes catholiques qui constituent un enjeu majeur du développement électoral du parti [Walsh et O'Malley, 2012].

Conclusion

La ratification du traité de paix de 1998 signe le début d'une certaine « normalisation » de la situation nord-irlandaise marquée par trente années de troubles. L'Irlande du Nord connaît, grâce au processus de paix, une période de postconflit armé qui se caractérise, entre autres, par un développement économique significatif, la diminution très importante des violences et le partage du pouvoir, sans interruption depuis 2007, par les principaux partis politiques. Cependant, toutes les organisations paramilitaires républicaines n'ont pas renoncé à la violence et se représentent comme étant toujours en guerre contre les forces de sécurité britanniques, avec pour objectif, la création d'une république irlandaise. Toutefois, cette stratégie violente montre des limites. Ce sont en effet de petites organisations qui tendent à se fragmenter. Leur influence est limitée par la présence d'un acteur issu du même milieu républicain et qui a, *in fine*, un objectif politique identique : il s'agit du Sinn Féin, aile politique de l'IRA désarmée depuis 2005 et qui a abandonné la violence. Désormais, l'objectif d'unification de l'Irlande doit être atteint à travers le développement d'institutions présentes dans toute l'île et la prise de pouvoir progressive du Sinn Féin en Irlande du Nord et en République d'Irlande. Cette stratégie consistant à créer un cercle vertueux de développement commence dans les communautés républicaines, à l'échelle du quartier, avec la très importante implication des activistes du parti dans les organisations communautaires. Ces réseaux de sympathisants forment une sorte de pouvoir politique et social dans ces communautés républicaines, qui peut être mobilisé par le parti pour limiter l'influence de ses opposants.

23. Le SDLP reste le deuxième plus important parti politique dans la communauté nationaliste et représente près de 14% de l'électorat nord-irlandais.

24. Parti originaire de République d'Irlande, il s'oppose aux politiques d'austérité du gouvernement irlandais et, d'une manière générale, au néolibéralisme.

Bibliographie

- BEAN K. (2007), *The New Politics of Sinn Féin*, Liverpool University Press, Liverpool.
- CASSIDY K. (2005), «Organic intellectuals and the committed community : Irish Republicanism and Sinn Féin in the North», *Irish Political Studies*, n° 20 (3).
- CLUBB G. (2014), «“From terrorists to peacekeepers” : the IRA’s disengagement and the role of community networks», *Studies in Conflict & Terrorism*, n° 37 (10).
- DOYLE J. (2008), «Republican policies in practical politics : placing contemporary Sinn Féin in a European context», in HONOHAN I. (dir.), *Republicanism in Ireland : Confronting Theories and Traditions*, Manchester University Press, p. 131-146.
- FEENEY B. (2003), *Sinn Féin : A Hundred Turbulent Years*, University of Wisconsin Press, Madison.
- HORGAN J. (2013), *Divided We Stand : The Strategy And Psychology of Ireland’s Dissident Terrorists*, Oxford University Press, Oxford.
- KNOX C. (2002), «“See no evil, hear no evil”. Insidious paramilitary violence in Northern Ireland», *British Journal of Criminology*, n° 42 (1).
- MAILLOT A. (2005), *The New Sinn Féin : Irish Republicanism in the Twenty-First Century*, Routledge, Londres.
- MONAGHAN R. et MCLAUGHLIN S. (2006), «Informal justice in the city», *Space and Polity*, n° 10 (2).
- MORRISSON J. (2011), «Why do people become dissident Irish Republicans ? », in CURRY P.M. et TAYLOR M. (dir.), *It’s not over yet. Irish Dissident Republicanism*, Continuum, Auckland.
- PATTERSON H. (2011), «Beyond the “micro group”. The dissident republican challenge », in CURRY P.M. et TAYLOR M. (dir.), *It’s Not Over Yet. Irish Dissident Republicanism*, Continuum, Auckland.
- SILKE A. (2000), «The impact of paramilitary vigilantism on victims and communities in Northern Ireland», *The International Journal of Human Rights*, n° 4 (1).
- TONGE J. (2006), «Sinn Féin and “New Republicanism” in Belfast», *Space and Polity*, n° 10 (2).
- (2012), «No-one likes us ; we don’t care. Dissident Irish Republicans and Mandates », *The Political Quarterly*, n° 83 (2).
- WALSH D. et O’MALLEY E. (2012), «The slow growth of Sinn Féin : from minor player to centre stage ? », *Centre for International Studies (working papers)*, n° 2.